

**Assemblée générale**

Distr. générale
5 août 2015
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adopté par le Groupe de travail sur
la détention arbitraire à sa soixante-douzième
session, 20-29 avril 2015**

N° 14/2015 (Égypte)

Communication adressée au Gouvernement le 8 janvier 2015

Concernant : un mineur (dont le nom est connu du Groupe de travail)

**Le Gouvernement a répondu le 18 février 2015 à la communication
du 8 janvier 2015.**

**L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques
et à la Convention relative aux droits de l'enfant*.**

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102 et l'a prolongé pour une période de trois ans par sa résolution 15/18 du 30 septembre 2010. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 24/7 du Conseil, en date du 26 septembre 2013. Conformément à ses méthodes de travail (A/HRC/16/47 et Corr. 1, annexe), le Groupe de travail a transmis la communication susmentionnée au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants :

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement juridique qui justifierait la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice des droits ou des libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

* L'Égypte a ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques le 14 janvier 1982 et la Convention relative aux droits de l'enfant le 6 juillet 1990.



c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une détention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. Le cas en question est celui d'un mineur (ci-après « le mineur ») dont le nom est connu du Groupe de travail, de nationalité égyptienne et résidant habituellement à Alexandrie, (Égypte), où il suit des études secondaires.

4. Le 27 décembre 2014, le mineur a été arrêté à son domicile aux environs de 6 heures du matin en présence des membres de sa famille. De nombreux agents de la Direction de la sécurité de l'État auraient procédé à l'arrestation, sans mandat d'arrêt. Le domicile a ensuite été fouillé.

5. Le mineur a d'abord été détenu environ deux heures au poste de police d'El-Dekheila, à Alexandrie, puis transféré à la Direction de la sécurité de l'État à Smouha, à Alexandrie, où il est toujours en détention. Il n'a pas été autorisé à prendre contact avec sa famille.

6. Le 30 décembre 2014, un groupe de personnes mineures menottées, dont faisait partie le mineur en question, a été transféré au Bureau du Procureur. Cette information a été confirmée par la famille du mineur, qui a aperçu celui-ci de loin à l'extérieur du bâtiment. Le mineur aurait été représenté par un avocat lorsqu'il était entendu par le Procureur.

7. Le mineur a d'abord été accusé d'avoir détruit un véhicule de police le 10 décembre 2014 aux environs de 18 heures, accusation réfutée par la source, qui affirme que le mineur était en compagnie de l'un de ses professeurs à ce moment-là. Il a ensuite été accusé d'avoir participé, avec d'autres mineurs, à une manifestation de soutien aux Frères musulmans, accusation contestée par la source, qui soutient que le mineur n'a aucune activité politique.

8. Selon la source, le Procureur avait tout d'abord décidé de relâcher un certain nombre de mineurs, dont le mineur en question. Il est cependant revenu sur sa décision plus tard dans la journée et a prolongé la détention provisoire du mineur.

9. La source indique que la famille du mineur craint pour sa santé et pour sa vie car elle n'a pas eu de contact avec lui depuis le jour de son arrestation et n'a reçu aucune information concernant son état.

Réponse du Gouvernement

10. Le 8 janvier 2015, dans une communication adressée au Gouvernement, le Groupe de travail a transmis les allégations de la source. Il a demandé au

Gouvernement de bien vouloir, dans sa réponse, donner des détails sur la situation actuelle du mineur et préciser les dispositions juridiques justifiant le maintien en détention. Le Gouvernement a répondu le 18 février 2015 à la communication du 8 janvier.

11. Selon le Gouvernement, plusieurs chefs de l'organisation terroriste des Frères musulmans dans l'ouest d'Alexandrie ont donné l'ordre à des membres de l'organisation, dont le mineur, de recruter des criminels, d'acquérir des armes à feu et des armes blanches, et de préparer des bombes et des cocktails Molotov pour les utiliser contre les agents des forces de sécurité, leurs véhicules et leurs installations. Le groupe criminel s'est donné comme nom les « Ultras-Aigles de la liberté ».

12. Les procédures légales requises ont été accomplies et le Bureau du Procureur général à la sécurité de l'État a émis un mandat d'arrêt contre les parties concernées. Ce mandat a été utilisé pour arrêter le mineur et 23 autres membres du groupe criminel connu sous le nom d'« Ultras-Aigles de la liberté ».

13. Les personnes arrêtées ont admis durant les enquêtes qu'elles étaient impliquées dans l'incendie d'un véhicule de police, l'agression d'agents des forces de sécurité et le vol des effets personnels d'un des agents. Le mineur était impliqué dans l'affaire d'El-Dekheila n° 16981 de l'année 2014 relative à l'agression d'un policier et à l'incendie volontaire d'un véhicule appartenant au département de la circulation routière d'Alexandrie. Au vu de ce qui précède, le Bureau du Procureur a décidé de le placer quinze jours en détention provisoire aux fins d'enquête et a prolongé la détention pour la période autorisée par la loi, conformément aux dispositions juridiques applicables.

14. Pendant sa détention, le mineur se trouvait à l'écart des détenus adultes, dans le département de transfert de la Direction de la sécurité à Alexandrie, étant donné qu'il ne pouvait être placé dans la division de détention pour mineurs de la Direction ni dans le département général de détention pour mineurs au Caire avant qu'un jugement définitif n'ait été prononcé et qu'il n'ait été condamné à l'emprisonnement, conformément aux dispositions juridiques applicables.

15. Le mineur était en bonne santé et ne souffrait d'aucune maladie chronique. Son père lui rendait visite chaque lundi durant les heures de visite officielles.

Commentaires de la source

16. Le 24 mars 2015, la source a présenté ses commentaires concernant la réponse du Gouvernement.

17. Selon la source, le Gouvernement égyptien affirme que le mineur est impliqué dans des activités menées contre le Gouvernement, mais ne fournit aucune information précise sur les dates et lieux concernés et n'apporte aucune preuve. La source indique en outre que, dans sa réponse, le Gouvernement fait souvent mention du groupe dans son ensemble mais jamais du mineur lui-même.

18. La source affirme que tout emprisonnement doit être fondé sur une décision de justice. Le mineur a été arrêté chez lui, au petit matin du 27 décembre 2014, avec l'autorisation du Procureur, et a été placé en détention à la Direction de la sécurité de l'État à Alexandrie. Selon la source, la réponse donnée par le Gouvernement démontre que celui-ci n'a fait procéder à aucune enquête pour établir la légalité ou le caractère arbitraire de la détention du mineur.

19. Le mineur est accusé d'avoir participé à des activités politiques en lien avec les Frères musulmans, alors qu'il était partisan du Président Abdul Fattah al-Sissi et que toute sa famille a voté en faveur de M. al-Sissi lors du scrutin présidentiel. Les affirmations du Gouvernement concernant l'engagement politique du mineur ne

reposent sur aucune preuve et ont peut-être été inventées pour garder le mineur en détention.

20. En outre, la source conteste les informations selon lesquelles le mineur aurait plaidé coupable pour tous les chefs d'accusation, comme l'affirme le Gouvernement. La source souligne que le mineur n'a pas été reconnu par les autres détenus. Dans la mesure où aucune preuve contre lui n'a été trouvée lors de la perquisition effectuée au domicile de sa famille, et que son emprisonnement ne repose sur aucun élément, il devrait être remis en liberté.

21. La source réfute les affirmations du Gouvernement concernant l'état de santé du mineur et soutient que le mineur est bègue et que sa santé est préoccupante.

22. La source affirme également que, le mineur étant élève dans le secondaire, son arrestation a interrompu ses études, ce qui a aggravé le préjudice qui lui a été causé ainsi qu'à sa famille.

Délibération

23. Conformément à ses Méthodes de travail, le Groupe de travail considère qu'il est en mesure de rendre son avis sur la base des informations dont il dispose.

24. Ni la source ni le Gouvernement n'ont fourni beaucoup d'informations précises concernant la procédure pénale sur lesquelles le Groupe de travail pourrait s'appuyer pour rendre son avis. Les principales questions que soulève la présente affaire ont trait à la compétence du Bureau du Procureur général à la sécurité de l'État pour rendre une décision sur la détention avant jugement et à la conformité de la détention du mineur dans le département de transfert de la Direction de la sécurité d'Alexandrie aux normes internationales applicables en matière de droits de l'homme.

25. Le Groupe de travail indique que, selon la source, le mineur est un élève du secondaire âgé de 17 ans qui se trouve en détention depuis le 27 décembre 2014 dans le département de transfert de la Direction de la sécurité d'Alexandrie. Dans sa réponse, le Gouvernement a confirmé que le mineur se trouvait dans cette structure étant donné qu'il ne pouvait être placé dans la division de détention pour mineurs de la Direction ni dans le département général de détention pour mineurs au Caire avant qu'un jugement définitif n'ait été prononcé et qu'il n'ait été condamné à l'emprisonnement, conformément aux dispositions juridiques applicables.

26. Le Groupe de travail fait observer que selon le Gouvernement, le mineur se trouvait depuis quatre mois à l'écart de tout détenu adulte dans le département de transfert de la Direction de la sécurité d'Alexandrie. Le Groupe de travail considère qu'une détention irrégulière d'une si longue durée dans les locaux d'un organisme de sécurité constitue une grave violation des prescriptions relatives à toutes les formes de détention provisoire.

27. Le Groupe de travail se déclare gravement préoccupé par le fait qu'aucun détail n'ait été communiqué concernant la conformité de la détention du mineur avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme applicables en la matière, en particulier avec le principe selon lequel la privation de liberté d'un mineur ne doit être qu'une mesure de dernier recours d'une durée aussi brève que possible, conformément à l'alinéa b de l'article 37 de la Convention relative aux droits de l'enfant, ratifiée par l'Égypte le 6 juillet 1990, et aux articles 1 et 2 des Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté, ainsi qu'aux articles 13.1, 18.2 et 19.1 de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing)

28. Le mineur a été maintenu en détention par décision du Bureau du Procureur général à la sécurité de l'État et n'a jamais été présenté à l'autorité judiciaire

compétente pour vérifier la légalité de son arrestation et de sa détention par les agents de la sécurité de l'État. Dans son Observation générale n° 35 (2014) sur la liberté et la sécurité de la personne (par. 32), le Comité des droits de l'homme a réaffirmé que le paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques exige que toute personne arrêtée ou détenue du chef d'une infraction pénale soit traduite dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires. Cette règle s'applique dans tous les cas sans exception et n'est pas subordonnée à la volonté ou à la capacité du détenu de s'en prévaloir. Elle s'applique avant même que des accusations formelles n'aient été formulées, dès lors que la personne est arrêtée ou détenue du chef d'une infraction pénale. Elle vise à garantir qu'un contrôle judiciaire soit exercé sur la détention d'une personne faisant l'objet d'une enquête ou de poursuites pénales. Il est inhérent au bon exercice du pouvoir judiciaire que ce contrôle soit assuré par une autorité indépendante, objective et impartiale par rapport aux questions traitées. Ainsi, un procureur ne peut pas être considéré comme une autorité habilitée à exercer des fonctions judiciaires au sens du paragraphe 3 de l'article 9 (voir Observation générale n° 35, par. 32).

29. Le Groupe de travail partage l'opinion du Comité des droits de l'homme sur le sens exact de l'expression « dans le plus court délai » : s'il peut varier selon les circonstances objectives, le délai ne devrait pas dépasser quelques jours à partir du moment de l'arrestation. De l'avis du Comité, quarante-huit heures suffisent généralement à transférer l'individu et à préparer l'audition judiciaire; tout délai supérieur à quarante-huit heures doit rester absolument exceptionnel et être justifié par les circonstances. Un délai particulièrement strict, de vingt-quatre heures par exemple, devrait être appliqué dans le cas des mineurs. L'accusé doit comparaître en personne devant le juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires. La présence physique du détenu à l'audience donne l'occasion de l'interroger sur le traitement qu'il a reçu pendant sa garde et facilite le transfert immédiat dans un centre de détention provisoire si le maintien en détention est ordonné. Elle constitue donc une garantie pour le droit à la sécurité de la personne et le respect de l'interdiction de la torture et des traitements cruels, inhumains ou dégradants. Pendant l'audience, et pendant les audiences suivantes où le juge évalue la légalité ou la nécessité de la détention, l'accusé a le droit d'être assisté d'un conseil, en principe de son choix (voir Observation générale n° 35, par. 33 et 34).

30. Le Gouvernement n'a pas démontré avoir protégé les droits et garanties du mineur relatifs à une procédure régulière et son droit à un procès équitable, conformément aux articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par lequel l'Égypte est liée puisqu'elle l'a ratifié. Un tel manquement est en outre contraire à l'article 14 des Règles de Beijing. La présente affaire relève des catégories I et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

31. Le Groupe de travail se déclare gravement préoccupé par la présente affaire qui, considérée conjointement avec ses précédents avis concernant l'Égypte, démontre que les autorités procèdent de manière systématique et généralisée à l'arrestation arbitraire de mineurs. Le Groupe de travail estime également qu'en raison des violations du droit fondamental de ne pas être détenu arbitrairement, qui ne peut en aucun cas faire l'objet de dérogation, toute condamnation ultérieure sera injustifiée.

Avis et recommandations

32. Au vu de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant :

La privation de liberté du mineur est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 9 et 10 de la Déclaration des droits de l'homme et aux articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Elle relève des catégories I et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

33. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement égyptien de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation du mineur de façon à la rendre compatible avec les normes et principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

34. Le Groupe de travail demande au Gouvernement de libérer immédiatement le mineur et de rendre effectif le droit à réparation établi au paragraphe 5 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

[Adopté le 27 avril 2015]
